



Nous mobiliser pour l'éradication des paradis fiscaux

Les responsables politiques, en dépit de déclarations vertueuses...

En 2009 le président de la République de l'époque, Nicolas Sarkozy, nous disait : « il n'y a plus de paradis fiscaux, on a tout moralisé », L'ancien président de la République s'est en effet réjoui d'un tel exploit en déclarant "La France s'est battue, pour que les paradis fiscaux, le secret bancaire, la fraude organisée, ce soit terminé. Les paradis fiscaux, la fraude bancaire, c'est terminé. Et je me battraï à Pittsburgh pour qu'il y ait des sanctions", affirmait-il le 23 septembre 2009, à New York, la veille d'un sommet du G20 à Pittsburgh

En 2013, à l'occasion des G7 , G20 et d'autres grandes réunions internationales, les dirigeants des principaux Pays ont joué de déclarations fracassantes pour donner l'impression de faire quelque chose face aux révélations des journalistes sur les paradis fiscaux (affaire offshore Leaks) et à l'indignation qu'elles suscitaient de la part des citoyens .

Février 2013 à l'occasion du G20 **Angel Gurría secrétaire général de l'OCDE déclarait** : « A l'heure où les pouvoirs publics et citoyens ont du mal à joindre les 2 bouts, il est essentiel que tous les contribuables, particuliers et entreprises, paient leur juste part d'impôts »

Mai 2013 François Hollande déclarait : « plutôt que d'augmenter les taxes, les taux, les impôts, les prélèvements, mieux vaut aller chercher la matière imposable là où elle se cache aujourd'hui » et d'ajouter : « nous avons à cœur

de lutter contre toutes les sources d'évasion fiscale, notamment les paradis fiscaux »

Mai 2013 George Osborne, ministre des finances de GB, déclarait : « C'est incroyablement important que les sociétés et les individus paient les impôts qu'ils doivent et cela n'est pas seulement vrai pour les contribuables britanniques mais aussi pour les pays en voie de développement » et « nous allons débusquer les fraudeurs ...le message est simple : si vous faites de l'évasion fiscale nous serons à vos trousses »

En Novembre 2014 en conclusion du G20 le 1^{er} ministre Australien Tony Abbott déclarait : « La fraude et l'évasion fiscales sont un problème international dont les effets les plus nocifs affectent parfois en premier lieu les pays les plus pauvres » et d'ajouter : « Nous voulons que les entreprises paient leurs impôts dans les territoires où elles réalisent leurs bénéfices. Les membres du G20 ont un intérêt collectif à empêcher les entreprises de jouer les législations fiscales les unes contre les autres dans le but de minimiser leurs feuilles d'impôts, faute de quoi le fardeau pesant sur les individus et les entreprises jouant le jeu de l'impôt ne ferait que s'accroître »

Et Angel Gurría (OCDE) de déclarer en septembre 2014 : «Le G20 a déterminé que l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices faisaient peser une menace grave sur les recettes fiscales, sur la souveraineté et sur l'équité des systèmes fiscaux partout dans le monde »



Fin 2014, les ministres des finances de l'Allemagne, de la France (Michel Sapin) et de l'Italie réclamaient à un certain.... Pierre Moscovici une directive européenne contre l'optimisation fiscale, qui pourrait être proposée avant la fin de l'année...2014 en précisant : « Nos citoyens et nos entreprises attendent de nous que nous luttons contre les phénomènes d'évitement de l'impôt et d'optimisation. C'est notre devoir commun d'y répondre en veillant à ce que chacun acquitte ce qu'il doit dans l'Etat où il réalise des profits ».

Nous ne pouvons que partager leurs analyses sur les méfaits des paradis fiscaux et les solutions qu'ils avancent pour mettre fin à l'évasion fiscale **mais en 2015, et en dépit des nouvelles révélations sur les scandales Luxleaks et Swisслеaks** , les paradis fiscaux accueillent toujours la totalité des banques françaises et des entreprises du CAC 40, comme la plupart des multinationales des pays du G20, qui y ont installé des filiales.

Les Paradis Fiscaux existent toujours et permettent plus que jamais :

- **Aux sociétés privées d'optimiser leurs impôts** en y localisant des filiales (boîtes à lettres) dans lesquelles elles consolident leurs bénéfices, aidées en cela par les meilleurs avocats fiscalistes.
- **Aux riches particuliers de pratiquer l'évasion fiscale** en y transférant illégalement leurs avoirs avec l'aide des Banques qui, moyennant de juteuses commissions, les incitent et les aident à pratiquer ces transferts frauduleux. Les affaires HSBC, UBS, Crédit Suisse, BNP... nous révèlent mois après mois le gigantisme de cette fraude.

...reculent sans cesse face à la pression des lobbys

En Europe, des pays membres de l'UE comme le Luxembourg, l'Autriche, les Pays bas, la Belgique, l'Irlande **continuent à se comporter comme des paradis fiscaux** en proposant aux entreprises étrangères d'installer des filiales dans leur pays pour y loger leurs profits moyennant un accord fiscal très avantageux. Ces pays en profitent en pillant les ressources fiscales des pays « amis » dont sont originaires ces entreprises.

En France les députés socialistes, qui avaient proposé fin 2013 une série d'amendements luttant contre l'optimisation fiscale des grands groupes, se sont heurtés à l'hostilité du ministre des finances de l'époque Bernard Cazeneuve et au rejet par le conseil constitutionnel de ces amendements pourtant adoptés par le Parlement. Une fois de plus les lobbys l'ont emporté sur les citoyens !

Le groupe des verts au parlement Européen qui avait demandé la création d'une commission d'enquête en janvier 2015 après l'affaire « luxleaks » ont recueilli 191 signatures soit plus que le minimum requis pour que cette demande soit soumise au vote du parlement. Le président du parlement Martin Schultz, a refusé que cette demande soit soumise aux voix en s'appuyant sur un avis de ses services juridiques ...mais surtout pour ne pas inquiéter Jean-Claude Juncker, ancien premier ministre du Luxembourg....et président de la commission. Interpellé au parlement européen, **Jean-Claude Juncker a plaidé le caractère légal de ces pratiques et le fait que 22 Etats membres de l'UE pratiquaient de même : bel aveu !** Faute d'une commission d'enquête, une commission spéciale sur les rescrits fiscaux (« tax ruling ») est créée et rendra ses conclusions dans 6 mois.....attendons !

L'hypocrisie de nos dirigeants ruine les économies et met en danger les démocraties, au Nord comme au Sud

L'optimisation et la fraude fiscale, que permettent les Paradis Fiscaux, privent les Etats d'une part importante des ressources qui devraient leur revenir avec pour conséquences de déséquilibrer les comptes publics et de creuser les dettes : ce sont plus de 1000 Milliards d'euros de recettes par an que perdent les Etats européens. Pour les pays en développement, cette perte représente plus de deux fois l'aide publique au développement déclarée par les pays riches.

Alors que le premier ministre australien déclarait « *qu'il fallait faire la guerre à l'optimisation fiscale qui coute aux différents Etats des milliards de dollars* », nos gouvernements européens ont choisi de donner la priorité à la guerre contre les acquis sociaux en justifiant leurs politiques d'austérité par l'absolue nécessité de rééquilibrer les comptes publics et de réduire les dettes alors même que déficits et dettes ont pour principale origine le pillage des Etats par le jeu de la fraude et de l'optimisation fiscale.

La Solidarité s'exerce, mais au profit d'une minorité, celle des plus riches (entreprises et particuliers) et au détriment de la majorité des citoyens, des plus pauvres aux classes moyennes. Ce mécanisme injuste qui accroît les inégalités met nos démocraties en danger.

Pourquoi la lutte contre les paradis fiscaux est une urgence économique et sociale

Fin 2012, la commission d'enquête du sénat a chiffré le manque à gagner pour le budget de la France entre 30 et 36 Milliards d'euros par an .Ce sont les pertes de recettes sur l'Impôt sur les revenus (IR), les sociétés (IS), sur la fortune (ISF) et sur la TVA générées par l'évasion fiscale internationale. Si l'on y ajoute les fraudes nationales, la perte de recettes pour l'Etat est estimée entre 60 et 80 Milliards d'euros/an et 20 Milliards supplémentaires en intégrant la fraude sociale.

Récupérer une partie de ces recettes « volées » permettrait par exemple de combler d'un coup le déficit des comptes de la sécurité sociale (assurance maladie, retraites du régime général, politique familiale), soit 10.5 Milliards d'euros de déficit prévu au budget 2015, sans passer par la baisse des remboursements des dépenses maladie, des prestations familiales et le gel des retraites que ce gouvernement nous impose pour réduire le déficit des comptes publics.

Les paradis fiscaux sont aussi des paradis judiciaire. Leur opacité permet le blanchiment/recyclage de l'argent sale issu des trafics de drogue, de la prostitution, des ventes d'armes mais aussi de la corruption qui enrichit les politiques et augmente le cout des dépenses publiques (médicaments, investissements, services publics..) en amplifiant les déficits.



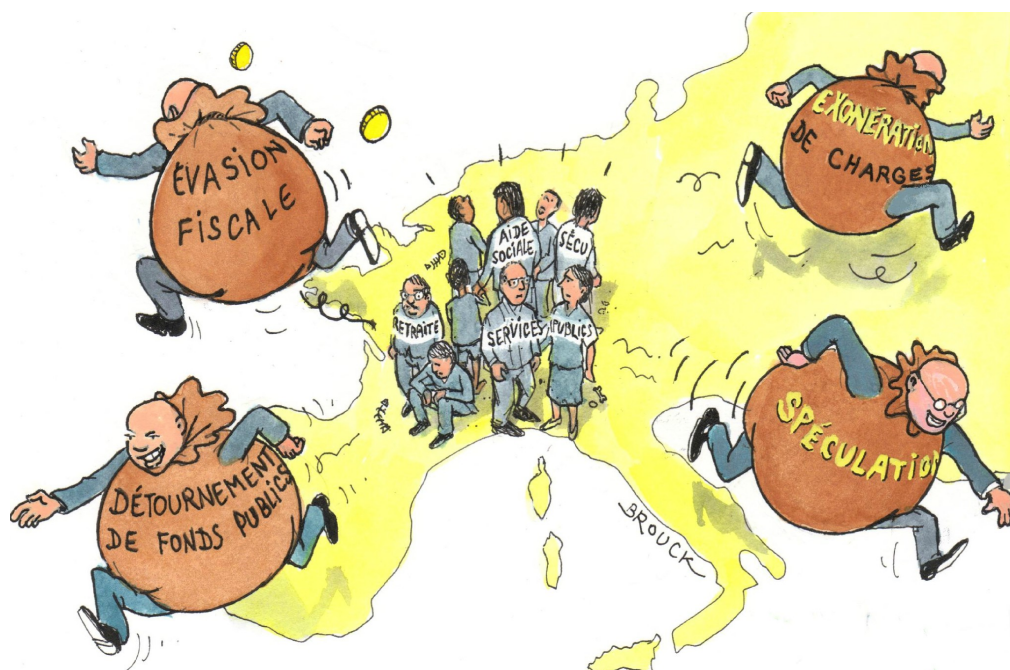
Un des principes fondateurs de notre démocratie est l'égalité de tous devant l'impôt. L'impôt permet le financement des infrastructures et des services publics indispensables à tous mais aussi d'établir un système de redistribution afin d'assurer la cohésion de toute une nation.

Amplifier la mobilisation pour contraindre les politiques, à l'échelle européenne et française, à modifier les règles et lois

Les campagnes menées depuis dix ans ont porté quelques fruits, imposant la transparence pour les entreprises extractives, et, en France, pour les banques (loi bancaire de 2013) : imposons cette transparence pour l'ensemble des secteurs d'activité, afin de redonner des marges de manœuvre budgétaire aux Etats, et leur permettre d'assumer leur mission de protection des droits économiques et sociaux des populations.

Face à tant d'hypocrisies, nous, simples citoyens soucieux du bien commun :

1. Adressons un appel aux candidats aux élections départementales afin qu'ils s'engagent à exiger la transparence de tous les partenaires financiers et bancaires ainsi que celle des entreprises concernées par les marchés publics.
2. Demandons instamment que les lanceurs d'alertes, loin d'être poursuivis en justice comme c'est actuellement le cas, voient respecter leur droit à la parole et droit d'informer, soient considérés comme des défenseurs de la démocratie et du bien commun, et à ce titre soient protégés par les plus hautes instances nationales ou internationales.



Le Collectif Stop Paradis fiscaux 45 va amplifier ses actions et formuler d'autres demandes, vis-à-vis des acteurs politiques et économiques. Rejoignez-nous !

Stop.paradisfiscaux.45@gmail.com

Le collectif "Stop Paradis Fiscaux 45" a été créé le 10 octobre 2014 à Orléans. Il se propose d'informer le public et d'interpeller les élus sur le scandale de l'évasion fiscale au profit d'une minorité de nantis et au détriment des populations. Il est constitué des organisations suivantes : Attac 45, CCFD-Terre Solidaire, Collectif Roosevelt, Oxfam, Secours Catholique, La Vie Nouvelle.